

# D É C R E T

DE LA

## CONVENTION NATIONALE,

Du 29. Novembre 1792, l'an 1<sup>er</sup>. de la République Française.

*Relatif aux Manufactures dont l'administration  
avoit été laissée au ci-devant Roi.*

**L**A CONVENTION NATIONALE décrète que, dans le Décret du 27 présent mois, concernant l'administration des Domaines de la ci-devant liste civile, ne sont comprises les Manufactures dont l'administration avoit été laissée au ci-devant Roi.

Le Ministre de l'intérieur rendra compte incessamment de l'état de ces Manufactures, & de leur régime actuel.

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE, le Conseil exécutif provisoire mande & ordonne à tous les Corps administratifs & Tribunaux, que la présente Loi ils fassent consigner dans leurs registres, lire, publier & afficher, & exécuter dans leurs Départements & Ressorts respectifs. En foi de quoi nous y avons apposé notre

Cave

to 110

FR 6

suppl.

77

no. 1

signature & le Sceau de la République. A Paris, le  
trentieme jour du mois de Novembre mil sept cent  
quatre-vingt-douze, l'an premier de la République  
Françoise. Signé, MONGE. Contresigné, GARAT. Et  
scellée du Sceau de la République.

*Le Directoire du Département de Saône & Loire, après avoir con-  
signer sur ses registres le Décret ci-dessus transcrit, a ordonné, par arrêté  
de ce jour 13 Décembre 1792, l'an premier de la République Françoise,  
qu'il seroit incessamment imprimé; &, à la diligence du Procureur-  
général-syndic, envoyé aux Directoires des Districts pour le configner  
sur leurs registres, le transmettre aux Municipalités de leurs arron-  
dissements respectifs, où il sera pareillement configné, lu, publié  
& affiché en la forme ordinaire; ce dont sera certifié, suivant les  
dispositions de la Loi du 5 Novembre 1790.*

*Par extrait. SIMONNOT, Secrétaire-général.*

Certifié conforme à l'original, par les Administrateurs  
composant le Directoire du District d

A

le

deuxieme de la République Françoise.

1793, l'an



